

Introduction

Le monde ne cesse de s'urbaniser. Il devient majoritairement urbain. Les métropoles sont toujours plus nombreuses. Leur population ne cesse de croître et elles consomment toujours plus d'espace.

Ce phénomène urbain apparaît aujourd'hui comme majeur aux yeux de ceux qui analysent les interactions entre population, environnement et développement, à l'échelle de la planète comme à celle d'unités géographiques plus restreintes. Majeur, ce phénomène reste toutefois difficile à caractériser, dès lors qu'il est considéré avec attention. Par exemple, dans quelle mesure l'urbanisation de l'Afrique aujourd'hui est-elle comparable à celle de l'Europe hier ? La différence entre taux d'urbanisation tient-elle seulement à un décalage temporel ou existe-t-il une nouveauté radicale des processus actuellement observables dans les pays en développement ?

Le monde urbain, dominé par l'artifice, lieu de concentration de l'industrie puis des services, était classiquement opposé au monde rural, resté proche de la nature et tourné principalement vers l'agriculture, ainsi que vers l'artisanat et la petite industrie. En opposant villes et campagnes, on opposait aussi une représentation de la tradition et de la modernité. Tony Champion et Graeme Hugo [2004]¹ ont donné une présentation des stéréotypes, dans la comparaison faite entre populations

1. Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

urbaines et rurales : domination des secteurs d'activité économique secondaire et tertiaire en milieu urbain, du secteur primaire en milieu rural, salaires plus élevés, meilleur niveau d'éducation, meilleur accès aux services et à l'information dans les villes, fécondité et mortalité plus basses, moindre conservatisme politique et population plus hétérogène d'un point de vue ethnique que dans les campagnes. La ville se caractériserait aussi par une immigration nette et la campagne par une émigration nette.

Mais cette opposition radicale entre deux « mondes », l'un rural attaché à des valeurs et à des pratiques traditionnelles, et l'autre, urbain, tourné résolument vers l'avenir, a perdu de sa pertinence : cette distinction entre ville et campagne n'est pas figée et on peut en faire l'histoire. Le remarquable essor des transports et l'omniprésence des moyens de communication de masse — on a pu parler de la « mort de l'espace » avec le développement de l'information — font en particulier qu'il convient mieux de comparer villes et campagne en termes de différences plutôt que d'opposition. Les villes sont aussi diverses. Entre des regroupements de quelques milliers, voire de quelques dizaines de milliers d'habitants, et des mégapoles rassemblant sur un même lieu plus de 10 millions de personnes, qu'y a-t-il vraiment de commun ? Et les villes mondiales, dans quelle mesure sont-elles comparables aux autres cités ?

L'urbanisation du monde est, de manière évidente, une tendance lourde, particulièrement structurante. Toute réflexion sur ce que peut être un développement durable de la planète conduit inévitablement à une interrogation sur l'avenir des villes. Les modèles de consommation des citadins et, plus généralement, leurs modes de vie tendent à se généraliser : les populations rurales — et particulièrement les jeunes — aspirent alors à vivre comme en ville.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les villes des pays développés comme celles des pays en développement devront être « durables », mais qu'entend-on exactement par « ville durable » ? À une échelle locale, une telle ville doit permettre aux citadins de vivre mieux : il importe donc d'améliorer l'habitat et les transports, de même que l'environnement urbain. Mais la

question des villes durables se pose aussi à une échelle mondiale, en particulier à travers les effets des pollutions urbaines sur le changement global.

Une part vraisemblablement toujours croissante des êtres humains vivra en milieu urbain. Cela ne doit pas faire oublier que plusieurs milliards d'individus continueront d'habiter en zone rurale. Ce qui importera donc, dans la perspective d'un développement durable de la planète, tout autant que les futures conditions de vie des citadins ou la pression que les villes exercent sur l'environnement, ce seront les relations entre les villes et le monde rural. Il existe en réalité de très nombreuses manières d'envisager le fait urbain [Paquot *et al.*, 2000] : ce sont bien les relations entre population, urbanisation et développement qui seront privilégiées ici.

I / Vers une planète de citadins

En 1950, moins d'un tiers de la population (29 %) était urbain. Un peu plus d'un demi-siècle plus tard, la moitié de la population mondiale vit dans des villes. Selon les projections des Nations unies, le taux d'urbanisation de la planète dépasserait 60 % en 2030 [United Nations, 2004].

Dans cette croissance continue de la part de la population mondiale vivant dans des villes, on peut voir un effet du développement, si le postulat selon lequel urbanisation et développement vont de pair est acceptable. Mais l'attraction des villes peut être très largement indépendante de la croissance économique ou du développement. L'urbanisation peut aussi se nourrir du caractère répulsif des campagnes. Ce phénomène serait alors inéluctable et, en tout cas, autonome.

Un sens de l'histoire ?

Urbanisation et civilisation

Le démographe Nathan Keyfitz [1996] affirmait éprouver une difficulté à concevoir un développement économique, politique et social dans des campagnes sans villes. Il est vrai que les grandes civilisations du passé ont été indissociables de l'histoire de villes particulières (Harappa, Athènes, Rome, Teotihuacán, Constantinople, etc.). Mais la relation entre essor

des villes et progrès économique et social est-elle vraiment de nature causale ou historiquement datée ? Le progrès économique s'accompagne-t-il nécessairement d'un développement des villes ? Et la réciproque est-elle également vraie ? Urbanisation et développement sont-ils unis par une forte relation d'interdépendance ?

Dans son livre *De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'histoire*, Paul Bairoch [1985] considérait que, à l'échelle de l'histoire de l'humanité, « il n'y [avait] pas de réels progrès de civilisation sans villes » et que, compte tenu du lien étroit entre ces deux phénomènes, « il n'y [avait] pas [non plus] de villes sans civilisation ». Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Entre urbanisation et développement, l'interaction est-elle toujours positive ? Paul Bairoch lui-même ne le pensait pas : à propos des pays en développement, il parlait d'une « inflation urbaine » et d'une « urbanisation sans développement » [Bairoch, 1996].

La relation entre croissance démographique et urbanisation peut faire l'objet d'une analyse aussi bien historique que statistique. Cette dernière sera présentée ultérieurement. Mais voyons dans quelle mesure l'essor des villes a été, au cours de l'histoire, synonyme de « progrès ». Lewis Mumford [1961], qui faisait naître les villes à la fin de la période néolithique, affirmait que l'accroissement de la population a été un facteur d'urbanisation sans être pour autant le seul : la croissance démographique, notait-il alors, n'aurait pas suffi à transformer un « village » en une « ville ». Pour que des villes puissent se développer, il fallait, selon lui, que les hommes en viennent à dépasser les questions de simple survie. Mais, selon Lewis Mumford, la ville n'était pas seulement une agglomération urbaine ; elle était tout autant la « représentation symbolique d'un monde nouveau ».

Le développement de villes importantes, qui ont pu jouer un rôle économique et politique majeur à certaines époques de l'histoire, ne doit toutefois pas faire oublier que les populations sont restées, pendant des millénaires, essentiellement rurales.

Invention de l'agriculture et premières cités

Dans sa présentation de l'histoire urbaine sur cinq millénaires, Paul Bairoch [1996] distingue quatre phases essentielles. La première démarre avec la révolution néolithique, la deuxième avec la « révolution urbaine », la troisième avec la révolution industrielle et la quatrième correspond à l'urbanisation actuelle des pays en développement.

L'invention de l'agriculture était un préalable à l'urbanisation : l'augmentation de la production alimentaire par unité de surface a permis de dégager un surplus alimentaire échangeable et, dans le même temps, un accroissement des densités de population. Toutefois, l'existence d'un surplus ne suffisait pas pour qu'il y ait changement ; encore fallait-il qu'il y ait une demande face à cette offre. Or, d'une part, avec la distance, la valeur économique de ce surplus diminue et, d'autre part, la demande doit être solvable. Sans la révolution néolithique, l'urbanisation eût été impossible : un territoire plus vaste que celui de la Grande-Bretagne aurait été nécessaire pour nourrir une ville de 1 000 habitants.

L'agriculture n'a pas induit de manière immédiate une urbanisation mais elle en a constitué une condition préalable. Apparue au Moyen-Orient dans la période comprise entre – 8500 et – 8000, en Amérique quinze cents ans plus tard et en Europe deux mille ans plus tard, l'agriculture précède ce qui est considéré comme une première forme d'urbanisation et qui est nommé « proto-urbanisation ». Les villes de cette période sont qualifiées de « cités pré-urbaines » ; Jéricho en était une des premières. Déjà fondée autour de l'an – 7800, Jéricho contenait des maisons en pierre entourées d'une enceinte ; on estime qu'elle comptait entre 1 000 et 2 000 habitants, soit moins d'habitants que le seuil minimum requis pour qu'une commune soit aujourd'hui classée, en France, comme urbaine.

Les critères couramment admis pour caractériser ces cités concernaient la spécialisation des tâches (présence d'un artisanat), la matérialisation d'une fermeture de la ville (fortifications, enceintes), la taille et la densité de peuplement, la structure urbaine de l'habitat (maisons en dur, rues) et la

durabilité de l'agglomération (par opposition à un campement). Mais la naissance de véritables villes, c'est-à-dire la « véritable urbanisation », serait beaucoup plus tardive.

La « révolution urbaine »

Selon Childe, cité par Paul Bairoch, il y aurait eu une « révolution urbaine » dans les années 3500-3000 av. J.-C. et elle se serait produite au Moyen-Orient.

Tandis que les villages du néolithique ne comptaient que de 200 à 400 habitants, les villes qui se développent alors peuvent voir leur population atteindre 20 000 habitants. L'artisanat et les formes d'organisation sociale et politique sont beaucoup plus élaborés. Les cités sumériennes, Our en particulier, dont la population en - 2700 est estimée entre 20 000 et 30 000 habitants, marquent le début de cette deuxième période que Paul Bairoch fait durer jusque vers 1700. L'historien de l'économie voit une continuité dans cette période couvrant plusieurs millénaires, dans la mesure où il s'agit dans tous les cas de sociétés traditionnelles préindustrielles.

D'un point de vue numérique, on peut toutefois constater une évolution notable de la population urbaine au cours de cette période (tableau 1). En 3000 av. J.-C., le monde comptait, estime-t-on, de 1 à 2 millions de citadins, pour une population totale comprise entre 40 et 70 millions d'habitants. Le taux d'urbanisation était alors de l'ordre de 2 % à 4 %. En 1700, soit quelque cinq mille ans plus tard, la population mondiale dépassait un demi-milliard d'habitants ; le nombre de citadins se situait alors entre 60 et 80 millions, et le taux d'urbanisation du monde avoisinait 10 %. Les valeurs maximales du taux d'urbanisation des sociétés traditionnelles étaient de 10 %-15 %, avec le critère d'une concentration d'au moins 5 000 habitants pour définir une ville, et de 15 %-20 % si le critère était une population de plus de 2 000 habitants.

L'Europe, entre 1300 et 1700, ne se serait guère urbanisée, mais les disparités dans les niveaux d'urbanisation restèrent tout au long de cette période particulièrement fortes (tableau 2). L'Espagne et l'Italie connurent une urbanisation précoce (taux

Tableau 1. Urbanisation du monde, en l'an - 3000 et en l'an 1700

	- 3000	1700
Population totale (en millions)	40-70	560-720
Population urbaine (en millions)	1-2	60-80
Taux d'urbanisation (en %)	2-4	9-11

Note : le critère retenu est celui de villes de plus de 5 000 habitants. Le critère de 2 000 habitants conduirait à accroître les chiffres de quelque 34 %-45 %.

Source : Bairoch [1996].

Tableau 2. Taux d'urbanisation de quelques pays européens en 1300 et en 1700

Pays	1300	1700
Allemagne	8	8
Espagne	22	20
France	8	12
Italie	21	23
Pays-Bas	14	39
Royaume-Uni	4	12
Pays scandinaves	1	5
Pologne	2	4
Russie d'Europe	5	5
Europe totale	10	11

Source : Bairoch [1996].

supérieurs à 20 % en 1300) tandis que, à cette même date, les pays scandinaves étaient essentiellement ruraux. En 1700, les contrastes demeuraient encore importants : les Pays-Bas, grâce à leurs activités commerciales, purent s'abstraire de la contrainte d'une proportion minimale d'actifs agricoles pour nourrir les villes et près de 40 % des habitants vécurent alors dans des villes. Une nouvelle phase d'urbanisation s'ouvre avec l'industrialisation européenne.

Industrialisation et urbanisation

Dans un premier temps, ce n'est pas la révolution industrielle elle-même mais la révolution agricole (système sans jachère) la précédant qui relance l'urbanisation. Ce phénomène de croissance commence par être visible au Royaume-Uni, pays qui s'urbanise dès le XVIII^e siècle. Les effets combinés des révolutions agricole et industrielle se font sentir, dans les autres pays, essentiellement au XIX^e siècle.

Les progrès de la productivité agricole permettent une nouvelle urbanisation. Et les villes, comme lieu d'innovation et de diffusion des techniques, avantagent l'essor industriel : « La ville favorise la monétarisation de l'économie, facilite la mobilité sociale et l'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée, élargit les débouchés de la production industrielle et agricole », remarque Paul Bairoch.

Avec cet essor industriel, la taille des villes peut grandement s'accroître : en 1900, la population de huit villes est comprise entre 1 et 5 millions d'habitants, et Londres en compte plus de 5 millions. Mais, si le XIX^e siècle connaît en Europe une intense urbanisation, il faut cependant attendre l'année 1950 pour que la population européenne devienne majoritairement urbaine et les disparités intra-européennes déjà notées s'observent toujours (tableau 3). L'urbanisation de l'Angleterre est, comparée aux autres pays, très précoce puisque celle-ci compte 45 % de citoyens dès 1850 et 75 % en 1910. Pays resté longtemps rural, la France voit sa population devenir majoritairement urbaine seulement au début des années 1950. Les États-Unis et le Canada, très peu urbanisés en 1800, connaissent une évolution assez comparable à celle de la France au XX^e siècle. Entre 1800 à 1950, le taux d'urbanisation des États-Unis fait plus que décupler, de 5 % à 57 %.

Les pays en développement, considérés dans leur ensemble, ont connu une urbanisation tardive qui correspond, pour Paul Bairoch, à la quatrième phase de l'histoire urbaine. Il parle à son propos d'« inflation urbaine du tiers-monde ». Cette phase sera considérée ultérieurement, lorsque seront analysées, à propos des pays du Sud, les relations entre urbanisation et croissance démographique.

Tableau 3. Urbanisation de quelques pays européens, des États-Unis et du Canada, de 1800 à 2005

Pays	1800	1850	1910	1950	2005
Allemagne	9	15	49	53	88,5
Angleterre	23	45	75	83	89,2
Belgique	20	34	57	64	97,3
France	12	19	38	48	76,7
Italie	18	23	(40)	(56)	67,5
Pays-Bas	37	36	51	75	66,8
Portugal	16	15	16	25	55,6
Suède	7	7	23	45	83,4
Europe	12	19	41	51	73,0
États-Unis	5	14	42	57	80,8
Canada	6	9	32	46	81,1

Note : les chiffres entre parenthèses comportent une marge d'incertitude plus forte.

Source : Bairoch [1996] et United Nations [2004].

L'histoire urbaine peut certes être abordée à travers l'analyse de rythmes d'urbanisation des différents pays du monde, mais elle peut aussi l'être à travers l'histoire des villes.

Singularité des villes et phénomène urbain

Une des grandes difficultés rencontrées dans l'étude de l'histoire urbaine réside dans la distinction nécessaire entre ce qui tient au développement de villes particulières et ce qui relève de l'urbanisation comme phénomène général. Ainsi, que nous apprend l'évolution des plus grandes villes du monde sur l'urbanisation des pays dans lesquels elles sont situées ? Que nous enseigne, par exemple, l'histoire démographique de Shanghai ou de Beijing [United Nations, 1995] sur l'urbanisation de la Chine ? Et celle de New York sur l'urbanisation des États-Unis ?

En 1900, le monde compte douze villes de plus d'un million d'habitants : Berlin, Birmingham, Chicago, Saint-Petersbourg, Londres, Manchester, Moscou, New York, Osaka, Paris, Philadelphie et Tôkyô. Dans certains pays, l'Angleterre par exemple,

l'essor des grandes villes est le reflet d'une intense urbanisation. Il en va différemment dans d'autres. Ainsi, Paris compte plus de 3 millions d'habitants en 1900, ce qui situe cette ville, par sa taille, au troisième rang mondial après Londres (6,6 millions) et New York (4,2 millions). Pourtant, le taux d'urbanisation de la France reste à cette date, avec une valeur de 40 %, inférieur à la moyenne européenne.

La ville indienne de Delhi connaît une croissance de sa population d'un peu plus de 200 000 habitants en 1901 à près de 13 millions en 2001 (tableau 4). Cette croissance du nombre d'habitants tient en partie à l'histoire propre de cette ville, devenue capitale en 1911, après que les Britanniques ont jugé Calcutta trop subversive. Delhi a également été un lieu de destination d'importants mouvements de population lors de la partition entre l'Inde et le Pakistan [Dupont, Milbert et Sidhu, 2000]. Mais la croissance de Delhi relève aussi de l'essor des très grandes villes indiennes : Bombay (devenue Mumbai), Calcutta (devenue Kolkata) et Madras (devenue Chennai) ont aussi vu leur population croître considérablement au cours de cette même période.

Dans quelle mesure l'histoire de chacune de ces villes est-elle donc singulière ? Il est évidemment fort instructif d'analyser avec précision l'histoire d'une très grande agglomération urbaine, comme le font James B. Pick et Edgar W. Butler dans *Mexico Megacity* [1997], ou de réfléchir à l'avenir d'une ville dont le fonctionnement est aussi complexe que Los Angeles, comme le fait Mike Davis dans *City of Quartz* [1990], mais c'est une approche parmi d'autres du phénomène urbain. L'urbanisation brésilienne peut ainsi être analysée à travers l'histoire de villes particulières comme Rio de Janeiro — devenue capitale coloniale du Brésil après Salvador de Bahia en 1763, avant d'être supplantée comme capitale par Brasilia en 1960 —, comme São Paulo, Belem, Campinas, etc. [United Nations, 1995]. Elle peut aussi l'être en testant, par exemple, à une échelle macroscopique, l'hypothèse d'une relation étroite entre taux de croissance urbaine et taux de croissance de la population totale, ou entre taux d'urbanisation et taux de croissance économique. Ces approches sont bien évidemment complémentaires. Comme le fait remarquer Paul Bairoch, « chaque ville a son histoire propre qui s'insère dans un système urbain, lequel,

Tableau 4. Évolution démographique de l'agglomération urbaine de Delhi

Année	Population	Taux de croissance
1901	214 115	1,06
1911	237 944	2,49
1921	304 420	3,93
1931	447 442	4,51
1941	695 686	7,52
1951	1 437 134	5,08
1961	2 359 408	4,45
1971	3 647 023	4,62
1981	5 729 283	3,92
1991	8 419 084	4,25
2001	12 877 470	-

Source : Dupont, Milbert et Sidhu [2000] et Census of India, 2001.

lui aussi, a son histoire spécifique ». Berlin est, à cet égard, un cas intéressant — un cas limite même —, étant donné qu'à un essor régulier de cette ville a succédé un déclin brutal lorsqu'elle a été séparée en deux, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale [Véron, 1987]. Puis la chute du Mur en 1989 marque un renouveau. L'histoire démographique de Berlin, au cours des cinq dernières décennies, ne reflète nullement l'urbanisation allemande depuis 1950.

L'histoire de Los Angeles mêle spécificités locales et phénomène global : l'étalement de la ville s'explique en partie par l'existence, à l'origine, de plusieurs noyaux de croissance urbaine, et l'augmentation de la population de Los Angeles est également liée aux formes de l'urbanisation aux États-Unis. Mais l'influence des spécificités locales ne relève pas pour autant d'une sorte d'effet mécanique : ainsi, Los Angeles et San Francisco se ressemblent à divers égards (villes localisées sur la même côte, marquées par une même histoire coloniale, américanisées, ayant connu un important développement démographique et économique), mais elles se distinguent radicalement par la façon dont elles ont organisé l'espace : San Francisco a fait le choix politique de la centralité et Los Angeles celui de la décentralisation, si bien que la densité de la population est, dans

la première ville, deux fois plus élevée que dans la seconde, ce qui les différencie fortement en termes de dynamique urbaine, qu'il s'agisse des modes de vie ou des modes de transport par exemple [Ghorra-Gobin, 2001].

Qu'il puisse y avoir un sens de l'histoire, c'est-à-dire un avenir urbain d'une certaine manière déjà écrit, ne doit pas conduire à une vision réductrice du processus d'urbanisation, compte tenu en particulier de la multiplicité des définitions de la ville et de la variété des formes urbaines.

Définir la ville aujourd'hui

Une multiplicité de critères

L'examen des définitions retenues par chaque pays pour classer comme « urbaine » une concentration humaine fait apparaître leur extrême diversité (voir encadré suivant). Dans certains cas, l'effectif de la population est seul pris en compte mais le seuil retenu comme minimum peut alors être très variable. Il est souvent de 2 000 ou de 5 000 habitants mais, en Islande, une concentration de seulement 200 habitants est déjà considérée comme urbaine.

Certains pays combinent deux critères démographiques pour définir une ville : ainsi, au Canada, la taille de l'agglomération humaine doit être au minimum de 1 000 habitants et la densité de la population d'au moins 400 habitants au km². En France, la définition des « villes et agglomérations » associe taille de la commune (avec un minimum de 2 000 habitants) et continuité de l'habitat (moins de 200 mètres de séparation entre deux habitations successives).

La définition d'une ville peut aussi être purement administrative, comme au Pakistan ou en Égypte. Elle peut encore — c'est le cas en Inde — combiner tout un ensemble de critères qui peuvent être soit administratifs, soit démographiques et économiques.

Il arrive aussi que des définitions soient en partie tautologiques : aux États-Unis sont désignées comme villes les « localités de 2 500 habitants et plus et [les] zones urbanisées ». Au Chili

Variété des définitions de l'urbain

Les annuaires démographiques des Nations unies recensent les définitions de l'urbain retenues par chaque pays du monde. La présentation de quelques-unes d'entre elles illustre leur variété.

Critère unique

— démographique :

- Islande : localités de 200 habitants et plus.
- Éthiopie : localités de 2 000 habitants et plus.
- Autriche : communes de plus de 5 000 habitants.
- Sénégal : agglomérations de 10 000 habitants et plus.

— administratif :

- El Salvador : chefs-lieux de municipios.
- Pakistan : localités dotées d'une charte municipale, d'un comité municipal ou d'un cantonnement.

Combinaison de critères

— démographiques :

Canada : agglomérations de 1 000 habitants ou plus, ayant une densité de population de 400 habitants ou plus au km².

— démographiques, économiques, administratifs, etc. :

Botswana : agglomération de 5 000 habitants et plus dont 75 % de l'activité économique n'est pas de type agricole.

Inde : villes (localités dotées d'une charte municipale, d'un comité de zone municipale, d'un comité de zone déclarée urbaine ou d'un comité de zone de cantonnement) ; également toutes les localités qui ont une population de 5 000 habitants au moins, une densité de population d'au moins 1 000 habitants au mille carré ou 390 au km², des caractéristiques urbaines prononcées et où les trois quarts au moins des adultes du sexe masculin ont une activité autre qu'agricole.

Source : Nations unies [2003].

sont des villes les « centres de peuplement ayant des caractéristiques nettement urbaines dues à la présence de certains services publics et municipaux ».

François Moriconi-Ebrard [1993, 1994] a proposé de retenir le seuil de 10 000 habitants pour définir une population urbaine et a constitué une base de données, nommée *Geopolis*, des villes dépassant cette taille. Ce critère donne une image quelque peu différente de l'urbanisation du monde. Toutefois, la diversité des

définitions de l'urbain fausse moins l'analyse du phénomène que l'on pourrait *a priori* le croire, car une partie importante de la population urbaine vit dans des grandes villes, classées par conséquent sans ambiguïté comme urbaines. D'autre part, une même définition de l'urbain dans tous les pays du monde ne serait pas une garantie absolue de comparabilité : une ville de 20 000 habitants ou même de 50 000 habitants, en Afrique ou en Asie du Sud, n'est pas « équivalente », du point de vue de l'analyse urbaine, à une ville de même taille en Europe ou en Amérique du Nord.

Lorsqu'il est question de définir non pas la ville en général mais une ville particulière, un autre problème se pose : celui de ses contours, en particulier dans le cas des agglomérations urbaines de très grande taille.

Une délimitation incertaine des agglomérations urbaines

Le processus de croissance des grandes agglomérations rend difficile la délimitation d'une aire urbaine et il peut aussi la rendre changeante. Quelle est ainsi la taille de Mexico et comment évolue-t-elle ? En 1990, le centre de Mexico abritait moins de 2 millions d'habitants sur un territoire de 140 km² environ [United Nations Centre for Human Settlements, 1996]. Si la zone considérée pour définir la ville était étendue au district fédéral, la population de Mexico s'élevait alors à 8 millions d'habitants pour une superficie urbaine de 1 500 km². Si la zone considérée est élargie jusqu'à coïncider avec l'aire métropolitaine, la population de Mexico atteignait environ 15 millions d'habitants répartis sur un territoire de 4 600 km². Enfin, si l'unité urbaine de référence était constituée par la mégapole que constitue Mexico, la population atteignait alors 18 millions d'habitants et l'aire urbaine s'étendait sur 8 000 km². Notons que les Nations unies estiment, en 2005, à 19,9 millions d'habitants la population de l'agglomération urbaine de Mexico vivant sur le territoire de l'« aire métropolitaine ».

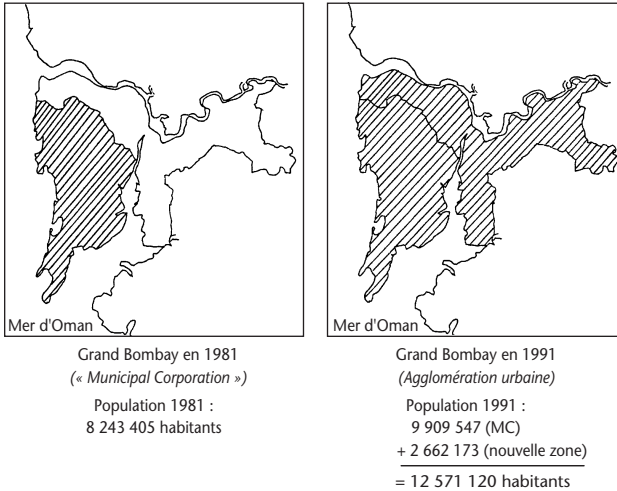
La difficulté qu'il y a à définir les limites d'une agglomération urbaine se retrouve dans les pays développés. Il y a une pluralité de limites possibles [Thomas *et al.*, 2003]. Si le critère retenu est

la densité de la population (supérieure à 700 habitants au km²), l'agglomération urbaine de Bruxelles réunit 34 communes sur 488 km². Si le critère retenu est celui de migrations alternantes vers Bruxelles (comptant alors 19 communes) supérieures à 40 %, l'agglomération regroupe alors 42 communes sur 781 km². Si l'un ou l'autre de ces critères est retenu et qu'y est ajouté un troisième sur un mode alternatif (densité d'emplois supérieure à 700 actifs), la « ville » de Bruxelles s'étend sur 933 km² et regroupe 47 communes. Ces critères peuvent être combinés sur la base de « ou » et de « et », ce qui conduit à définir à chaque fois d'une autre manière l'agglomération bruxelloise.

Tôkyô est aujourd'hui la plus grande agglomération urbaine du monde. Les Nations unies estimaient sa population à 36,5 millions en 2003. Là encore, on peut distinguer différentes villes dans la ville : la « ville centrale », qui regroupe 23 *wards*, compte un peu plus de 8 millions d'habitants, la préfecture de Tôkyô (*Tokyo-to*) en rassemble 12 millions et le *Greater Tokyo Metropolitan Area*, qui inclut Yokohama, en compte donc plus de 30 millions (il est à noter que le Bureau de la statistique du Japon donne pour l'année 2000 une population de 30,7 millions au lieu des 34,4 millions indiqués par les Nations unies cette même année).

Les délimitations d'une agglomération urbaine varient aussi dans le temps, par le processus même de la croissance et de l'étalement urbain. Il peut également y avoir absorption d'une cité voisine, comme ce fut le cas de Mumbai (Bombay) entre 1981 et 1991. D'après le recensement indien de 1981, la *Municipal Corporation* de Mumbai comptait 8,2 millions d'habitants et, d'après celui de 1991, l'agglomération urbaine de Mumbai en comptait 12,6 [Véron, 1993]. Il y eut, au cours de cette période intercensitaire, en raison de l'étalement urbain de Mumbai, absorption de la ville voisine de Thane, ce qui explique la très forte augmentation de la population de cette agglomération urbaine en dix ans. À territoire constant — celui de la *Municipal Corporation* —, la population de Mumbai passait de 8,2 millions d'habitants en 1981 à 9,9 millions en 1991 — le taux d'accroissement annuel était alors de 1,9 %. Du fait de l'annexion d'une zone nouvelle (figure 1), la population urbaine

Figure 1. Accroissement de la population de la « ville » de Bombay (Mumbai) entre 1981 et 1991



Source : Véron [1993].

a progressé sur cette même période à un rythme annuel de 4,3 %. Dans les dix années qui suivent, la population de *Greater Mumbai* progresse de près de 4 millions d'habitants pour atteindre un effectif de 16,4 millions en 2001 (Census of India, 2001), effectif qui se décompose de la manière suivante :

- 3,3 millions dans la ville de Mumbai ;
- 8,6 millions dans sa banlieue ;
- 4,5 millions dans la ville de Thane.

Il importe d'être attentif à ces problèmes de définition et de mesure du phénomène urbain, mais leur importance ne doit pas être exagérée. Les tendances sont suffisamment marquées à une échelle mondiale pour qu'il puisse être fait abstraction de la diversité des définitions de l'urbain.

Tendances récentes et perspectives de l'urbanisation

Trois mesures du phénomène urbain

Le phénomène urbain peut être appréhendé à partir de trois grandeurs : le taux d'urbanisation (proportion de citoyens dans la population totale, en pourcentage), l'effectif de la population urbaine (nombre absolu de personnes d'un pays vivant dans des villes) et le taux de croissance urbaine (augmentation de la population urbaine au cours d'une année, ramenée à l'effectif de citoyens en début d'année ou en milieu d'année). Ces grandeurs donnent des images différentes, mais complémentaires, de l'urbanisation d'une région du monde ou d'un pays.

La « révision » de 2003, par les Nations unies, des données relatives à l'urbanisation [United Nations, 2004] permet une analyse de l'urbanisation à une échelle planétaire. Il apparaît ainsi que les pays développés sont beaucoup plus urbanisés que les pays en développement : les taux d'urbanisation sont respectivement de 74,5 % et 42,1 % en 2003 (tableau 5). Selon les projections des Nations unies conduites en 2004, l'urbanisation continuerait dans l'avenir sa progression et, en 2030, plus de 60 % de la population mondiale vivrait dans des villes (figure 2). Mais si les taux d'urbanisation des pays développés sont très supérieurs à ceux des pays en développement, il faut avoir clairement conscience que la majorité de la population urbaine vit dans des pays en développement : c'est le cas de 2 milliards de citoyens sur les 3 milliards que compte la planète en 2003.

Les pays en développement eux-mêmes ne constituent pas pour autant un ensemble homogène au regard de l'urbanisation.

Une géographie contrastée de l'urbain

À l'échelle de la planète, d'un point de vue géographique, deux modèles d'urbanisation peuvent être distingués (tableau 6 et figure 3) : en Afrique et en Asie, moins de 40 % de la population vit dans des villes tandis que, sur les autres continents, environ trois quarts des habitants sont des citoyens (73 % en

Tableau 5. Population totale, population urbaine, taux d'urbanisation et taux de croissance urbaine

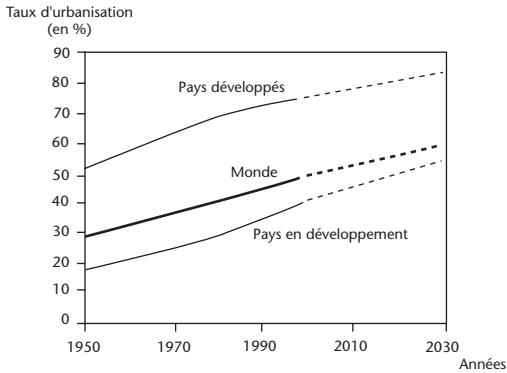
	1950	1975	2003	2030
Population totale (en milliards)				
Monde	2,52	4,07	6,30	8,13
Pays développés	0,81	1,05	1,20	1,24
Pays en développement	1,71	3,02	5,10	6,89
Population urbaine (en milliards)				
Monde	0,73	1,52	3,04	4,94
Pays développés	0,43	0,70	0,90	1,01
Pays en développement	0,31	0,81	2,15	3,93
Taux d'urbanisation (en %)				
Monde	29,1	37,3	48,3	60,8
Pays développés	52,5	67,2	74,5	81,7
Pays en développement	17,9	26,9	42,1	57,1
Taux de croissance urbaine				
(valeur annuelle moyenne, en %)	Période		Période	
	1950-2000		2000-2030	
Monde	2,72		1,83	
Pays développés	1,45		0,47	
Pays en développement	3,73		2,29	

Source : United Nations [2004].

Europe et en Océanie, 77 % en Amérique latine et aux Caraïbes, et 80 % en Amérique du Nord, en 2003). L'Amérique latine et les Caraïbes sont donc, par leurs niveaux d'urbanisation, plus proches des pays développés que des pays en développement. En Amérique centrale, le taux d'urbanisation moyen est largement dépendant de celui du Mexique, pays le plus peuplé de la région : le taux d'urbanisation est de 69 % en moyenne dans la région et de plus de 75 % au Mexique. En revanche, au Costa Rica, au Guatemala et au Honduras, en 2003, un peu plus de la moitié de la population vivait encore en zone rurale. En Amérique du Sud, plus de 80 % de la population est citadine ; le taux d'urbanisation le plus élevé est observé en Argentine, pays dans lequel plus de 90 % de la population vit en ville.

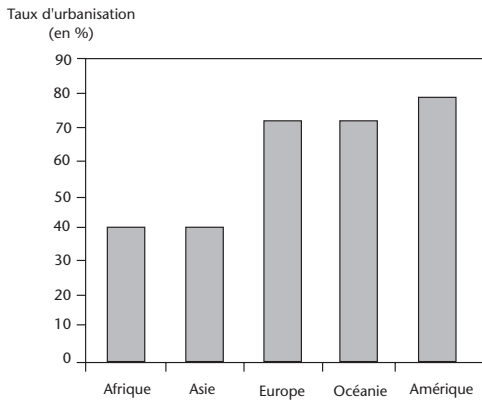
Les taux d'urbanisation de l'Afrique et de l'Asie sont certes encore très bas, comparativement aux autres continents, mais c'est l'Asie qui rassemble — et de très loin — le plus grand

Figure 2. Évolution du taux d'urbanisation du monde, des pays développés et des pays en développement de 1950 à 2005 et projections jusqu'en 2030



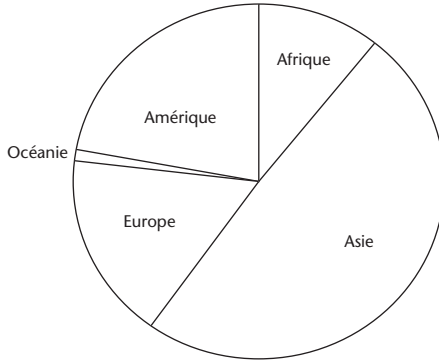
Source des données : United Nations [2004].

Figure 3. Taux d'urbanisation, en 2003, des différents continents du monde



Source des données : Nations unies [2004].

Figure 4. Répartition, par continent, des 3 milliards de citoyens de la planète en 2003



Source : Nations unies [2004].

nombre de personnes vivant dans des villes (figure 4) : la population urbaine de ce continent est estimée à environ 1,5 milliard d'habitants en 2003, soit un effectif plus de deux fois plus élevé que celui de la population urbaine du continent américain, qui se situe pourtant en deuxième position.

La croissance urbaine des trente prochaines années se situera principalement dans les pays en développement. L'Afrique devrait connaître le rythme de croissance de sa population urbaine le plus élevé : les Nations unies estiment que le taux de croissance annuel moyen y sera de 3,1 % au cours de la période 2000-2030. La population urbaine ferait alors plus que doubler. L'Asie connaîtrait quant à elle un rythme annuel de 2,2 %, ce qui conduirait ce continent à accueillir une population urbaine de 2,7 milliards en 2030 (rappelons que le monde comptait en 2003 un peu plus de 3 milliards de citoyens). Un peu plus de 60 % des habitants de la planète vivraient, à cet horizon, dans des villes.

L'Inde est un pays peu urbanisé au vu du taux d'urbanisation, mais qui l'est fortement si l'on considère l'effectif absolu de la population urbaine (tableau 7) : remarquons que l'Inde compte

Tableau 6. Population totale, population urbaine et taux d'urbanisation dans les différents continents du monde

	1950	1975	2003	2030
Population totale (en millions)				
Amérique				
Amérique du Nord ¹	172	243	326	408
Amérique latine ² et Caraïbes	167	322	543	711
Europe ³	547	676	726	685
Océanie	13	22	32	41
Afrique	221	408	851	1 398
Asie ⁴	1 398	2 398	3 823	4 887
Population urbaine (en millions)				
Amérique				
Amérique du Nord ¹	110	180	261	354
Amérique latine ² et Caraïbes	70	197	417	602
Europe ³	280	446	530	545
Océanie	8	15	24	31
Afrique	33	103	329	748
Asie ⁴	232	575	1 483	2 664
Taux d'urbanisation (en %)				
Amérique				
Amérique du Nord ¹	64	74	80	87
Amérique latine ² et Caraïbes	42	61	77	85
Europe ³	51	66	73	80
Océanie	61	72	73	75
Afrique	15	25	38	55
Asie ⁴	15	25	39	53

Notes :

1. Sans le Mexique.
2. Dont le Mexique.
3. Incluant Biélorussie, Russie, Ukraine, mais ni Chypre ni la Turquie.
4. Incluant les pays du Caucase Sud, de l'Asie centrale ex-soviétique, du Moyen-Orient et la Turquie mais non Taïwan.

Source : United Nations [2004].

lors du recensement de 2001 plus de citadins qu'elle ne comptait d'habitants à celui de 1931.

La Chine est le pays du monde qui compte le plus grand nombre de citadins, mais le degré d'urbanisation de ce pays a fait l'objet de discussions et de controverses [Gentelle, 1992 ; Aubert, 1996]. Selon certaines sources officielles chinoises, le

Tableau 7. Évolutions du taux d'urbanisation
et de la population urbaine de l'Inde, de 1901 à 2001

Année	Taux d'urbanisation (en %)	Population urbaine (en millions)
1901	10,8	25,9
1911	10,3	25,9
1921	11,2	28,1
1931	12,0	33,5
1941	13,9	44,1
1951	17,3	62,4
1961	18,0	78,9
1971	19,9	109,1
1981	23,3	159,5
1991	25,7	217,6
2001	27,8	285,3

Source : Registrar General et Census Commissioner, 2001.

taux d'urbanisation, inférieur à 20 % dans les années 1960 et 1970, aurait brusquement progressé et la population chinoise serait devenue majoritairement urbaine à la fin des années 1980. Mais qu'entend-on exactement par « urbain » en Chine ? Sont officiellement classées comme urbaines les populations des « cités » (*shi*), comptant généralement plus de 50 000 habitants, et celle des « bourgs » (*zhen*), qui sont des petites villes de plus de 5 000 habitants, dont la majorité n'est pas constituée d'agriculteurs. Claude Aubert remarque que le degré d'urbanisation de la Chine varie selon que les résidents agricoles sont, ou non, inclus dans la population urbaine ainsi qu'en fonction des critères de taille et de composition de la population non agricole adoptés pour classer un bourg comme urbain. Ainsi, en excluant de la population urbaine totale la population urbaine agricole, Claude Aubert a « corrigé » le taux d'urbanisation de la Chine qui n'est alors plus supérieur à 50 % à la fin des années 1980, mais s'élève seulement à 20 % en 1989 et à 26 % au recensement de 1990 (avec des critères quelque peu différents). Les critères conduisant à une classification urbaine des bourgs ayant été modifiés à plusieurs reprises, l'évolution de la population urbaine des bourgs n'est dans ce cas pas significative. On mesure ainsi

l'importance du choix de la définition retenue sur la partition entre des populations urbaines et rurales, mais ce qui est également en jeu, c'est l'idée que l'on se fait d'une ville et de ses attributs : un agriculteur habitant une ville doit-il être considéré comme appartenant au monde urbain ou rural ?

D'après les projections des Nations unies conduites sur un temps moins long, puisqu'elles se limitent à l'année 2015, le poids des grandes villes devrait continuer de croître.

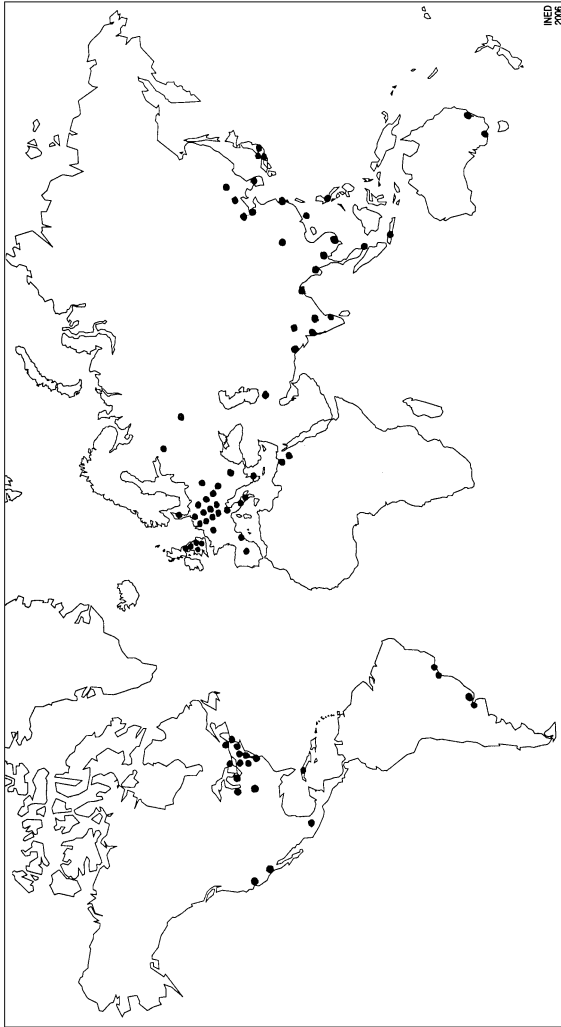
La métropolisation du monde

François Ascher [1995] parle de « métropolisation » pour désigner le phénomène de croissance et de multiplication des grandes agglomérations urbaines d'une part, de concentration accrue des populations, des activités et des richesses dans celles-ci d'autre part. La réflexion de Marcel Roncayolo [2002] sur la notion de métropole et la question qu'il pose (« réalités dans le temps ou label d'avenir ») méritent aussi d'être citées. Il apparaît que, derrière ce mot, on met beaucoup de choses ; selon les cas, il peut s'agir d'une sorte de norme de la ville et, dans d'autres, d'un lieu particulier dans lequel des crises économiques et sociales sont particulièrement visibles.

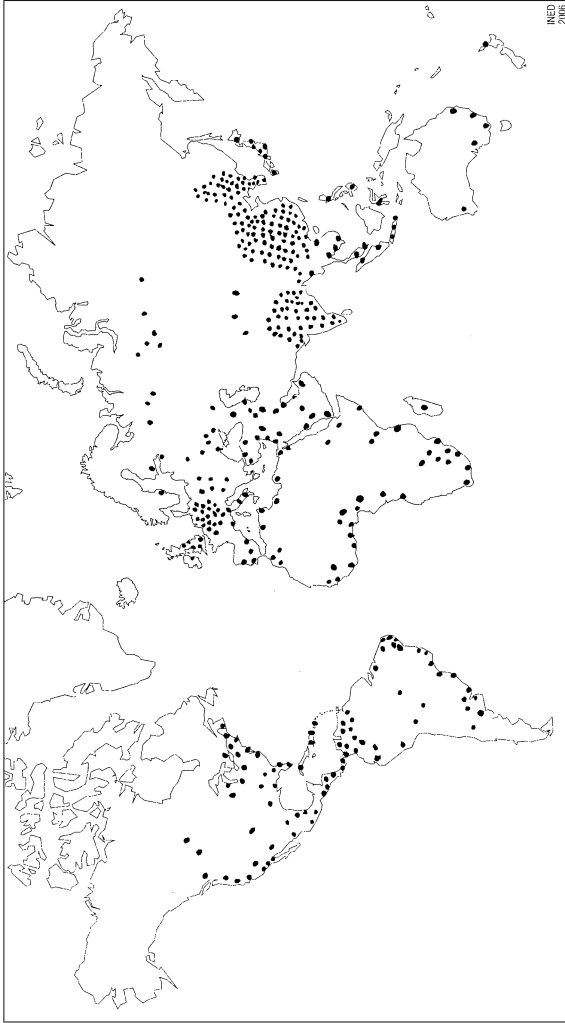
Limitons-nous ici à la seule dimension démographique de ce phénomène de métropolisation, en considérant l'évolution du nombre des très grandes villes et celle de leur taille (tableau 8). Alors que le monde comptait 195 agglomérations urbaines de plus d'un million d'habitants en 1975, il en compte 430 en 2005 (tableau 8). La population totale vivant dans ces villes de plus d'un million d'habitants est passée de 529 millions d'habitants en 1975 à 1,2 milliard en 2005. Sur une période plus longue (1950-2005), le phénomène de multiplication des agglomérations de plus d'un million d'habitants apparaît plus nettement encore (voir cartes 1 et 2).

Le nombre des plus grandes agglomérations — celles comptant 10 millions d'habitants ou plus — quintuple entre 1975 et 2005. La population vivant dans ces villes passe de 64 millions à 292 millions et les Nations unies estiment qu'en 2015, près de 360 millions de personnes vivront dans des agglomérations de

Carte 1. Villes de plus d'un million d'habitants en 1950



Carte 2. Villes de plus d'un million d'habitants en 2005



Note : L'échelle de la carte ne permet qu'une localisation indicative des villes, en particulier pour la Chine et l'Inde.

Tableau 8. Population urbaine du monde selon le nombre et la taille des agglomérations urbaines

Nombre et population des agglomérations	1975	2005	2015
10 millions d'habitants ou plus			
Nombre d'agglomérations	4	20	22
Population (en millions)	64 627	292 108	358 444
Proportion de la population urbaine (en %)	4,3	9,2	9,3
De 5 à 10 millions d'habitants			
Nombre d'agglomérations	17	29	39
Population (en millions)	131 204	194 820	268 587
Proportion de la population urbaine (en %)	8,7	6,1	7,0
De 1 à 5 millions d'habitants			
Nombre d'agglomérations	174	381	480
Population (en millions)	333 043	726 356	913 725
Proportion de la population urbaine (en %)	22,0	22,9	23,7
De 500 000 à 1 million d'habitants			
Nombre d'agglomérations	252	457	510
Population (en millions)	179 419	320 077	357 679
Proportion de la population urbaine (en %)	11,8	10,1	9,3
Moins de 500 000 habitants			
Population (en millions)	808 032	1 638 630	1 957 435
Proportion de la population urbaine (en %)	53,3	51,7	50,8

Source : United Nations [2004].

cette taille. Sur les 20 dont la population excède 10 millions d'habitants, 15 sont situées dans des pays en développement, dont 11 en Asie (tableau 9).

Les dynamiques urbaines en jeu dans les pays développés et les pays en développement sont diverses et complexes, comme nous allons le voir dans le chapitre II.

Tableau 9. Agglomérations de plus de 10 millions d'habitants
(effectifs de population en millions)

	1950	1975	2003	2015			
New York	12,3	Tôkyô	26,6	Tôkyô	35,5	Tôkyô	36,2
Tôkyô	11,3	New York	15,9	Mexico	18,7	Mumbai	22,6
		Shanghai	11,4	New York	18,3	Delhi	20,9
		Mexico	10,7	São Paul	17,9	Mexico	20,6
				Mumbai	17,4	São Paul	20,0
				(Bombay)			
				Delhi	14,1	New York	19,7
				Kolkata	13,8	Dhaka	17,9
				(Calcutta)			
				Buenos Aires	13,0	Jakarta	17,5
				Shanghai	12,8	Lagos	17,0
				Jakarta	12,3	Kolkata	16,8
				Los Angeles	12,0	Karachi	16,2
				Dhaka	11,6	Buenos Aires	14,6
				Osaka-Kobe	11,2	Le Caire	13,1
				Rio de Janeiro	11,2	Los Angeles	12,9
				Karachi	11,1	Shanghai	12,7
				Beijing	10,8	Manille	12,6
				Le Caire	10,8	Rio de Janeiro	12,4
				Moscou	10,5	Osaka-Kobe	11,4
				Manille	10,4	Istanbul	11,3
				Lagos	10,1	Beijing	11,1
						Moscou	10,9
						Paris	10,0

Source : United Nations [2004].

II / Une dynamique urbaine complexe

Il existe des manières très diverses d'envisager la dynamique urbaine, selon que l'on privilégie les dimensions temporelle ou spatiale. La dynamique urbaine peut aussi faire l'objet d'une analyse systémique : ce sont alors les relations entre une ville et son environnement ou entre les différentes villes d'un même ensemble — un pays par exemple — qui importent.

Les facteurs de la croissance urbaine

Exode rural et croissance naturelle

Une première façon d'appréhender la dynamique des villes consiste à identifier les contributions respectives de la croissance naturelle et de l'exode rural à l'accroissement d'une ville particulière ou de l'ensemble des villes d'un pays.

Une façon simple d'estimer l'apport de la migration à la croissance des villes consiste en une comparaison du taux de croissance de la population urbaine et du taux de croissance de la population totale. Ainsi, en Bolivie, le taux de croissance de la population urbaine de la période 2000-2005 est estimé à 2,66 % et celui de la population totale à 1,88 % : en faisant l'hypothèse que le rythme de croissance naturelle est le même en milieu urbain et en milieu rural, on peut considérer que 0,78 point de la croissance urbaine s'explique par l'exode rural : un peu moins

Conclusion

Comme le faisait déjà remarquer Joseph Spengler [1974], il y a plus de trente ans, l'urbanisation du monde, phénomène majeur et sans doute irréversible, ne doit pas faire oublier les défis auxquels continuera d'être confronté le monde rural au cours des prochaines décennies. Si l'effectif absolu de la population rurale ne semble pas devoir augmenter dans les trente prochaines années, ce qu'indiquent les dernières projections des Nations unies, plus de 3 milliards de personnes continueront de vivre en 2030 en milieu rural. Il est impératif que puissent être améliorées les conditions de vie de ces populations, souvent pauvres, en termes d'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi, afin qu'elles ne restent pas à l'écart du développement durable. Les habitants du monde rural ne doivent pas être les « oubliés » de ce développement, sous prétexte qu'une part sans cesse croissante de la population mondiale vit dans des villes.

Une amélioration des conditions de vie des populations rurales est aussi indispensable pour qu'il puisse y avoir restauration d'un (relatif) « équilibre » entre villes et campagnes (ou, en tout cas, qu'il n'y ait pas aggravation du déséquilibre), même si cette notion d'équilibre reste mal précisée. Sans un véritable développement rural, la pression migratoire à destination des villes du Nord n'a aucune chance de diminuer. La question de la production agricole — production qui au demeurant doit être écologiquement viable — est évidemment particulièrement importante, mais elle n'est pas la seule : vivre à la campagne ne

doit pas être synonyme de renoncement à tout ce dont permet de bénéficier le développement économique et social, et qui est largement et aisément accessible en ville. Il faut bien, dans le monde rural, une éducation pour tous, la santé pour tous, une élévation du statut des femmes, etc. Il faut que les jeunes vivant à la campagne puissent avoir les mêmes chances que ceux vivant en ville.

La croissance indéfinie de la population urbaine sera évidemment très problématique si elle ne va pas de pair, dans les villes, avec un développement économique et social, une amélioration de l'environnement urbain et une meilleure préservation de l'environnement global. La dimension politique de l'avenir des villes, ce que traduit le concept de gouvernance urbaine, est aussi à considérer : les citoyens sont des acteurs de l'avenir des villes. Les nuisances constatées en ville, les incivilités et la violence, comme l'aggravation de la ségrégation sociospatiale, peuvent faire penser à une « crise de l'urbain ». Mais nous sommes sans doute moins confrontés à une crise des villes *stricto sensu* qu'à une crise de société, en considérant ce terme de « crise » plus sous l'angle de la nécessaire adaptation à des conditions nouvelles — comme le fait Thierry Paquot [1996] en rappelant que « le déséquilibre est la règle » — que sous l'angle du regret d'un modèle ancien de ville, rétrospectivement idéalisé. Il se trouve que cette crise de société est particulièrement visible dans les villes, compte tenu des concentrations humaines qu'elles permettent et du fait qu'un nombre croissant d'habitants de la planète vit en ville, ce qui fait de plus en plus du « milieu urbain » le milieu de référence. Mais c'est l'adaptation des sociétés à de nouveaux contextes nationaux et internationaux qui est fondamentalement en jeu.

La ville se transforme. Les villes sont diverses. Les comportements des citoyens et des ruraux peuvent se rapprocher : nous avons ainsi vu que, même dans les pays en développement, les différences de mortalité et de fécondité des ruraux et des urbains tendent à se réduire, ce qui peut conduire à s'interroger sur la pertinence future de la dichotomie entre urbain et rural dans les analyses ayant trait au développement durable. Ce qui importe, remarquait Denise Pumain [1997], c'est finalement d'« expliquer

[...] comment et pourquoi l'homme de la rue a raison de continuer à nommer "ville" un objet dont la forme, le contenu et la signification n'ont cessé de changer au cours des siècles ». Jusqu'à quel point la ville est-elle et restera-t-elle un milieu spécifique ? Dans quelle mesure peut-on encore parler de la ville ? Va-t-on, au vu de critères économiques, sociaux ou politiques, vers une sorte de continuum allant des zones les plus rurales et les plus éloignées aux zones les plus urbanisées où les villes sont des mégapoles ?

Les villes dont les formes et les fonctions ont tant changé au cours de l'histoire doivent se préparer à une nouvelle et profonde mutation, celle d'un nécessaire développement urbain durable. Il faut inventer de nouvelles villes, avons-nous dit. Mais dans quelle mesure est-ce vraiment possible ? Comment concilier les aspirations individuelles en matière de consommation et les mesures qui s'imposent pour mieux protéger la planète ? Et, dans les villes du Sud, comment éviter que l'impératif de développement économique ne justifie des dégradations du patrimoine architectural et des atteintes à l'environnement local qui soient vraiment irréversibles ?

Mais, rappelons-le, il s'agit moins d'inventer, sur un mode technocratique, un « nouveau » modèle de ville que d'encourager les initiatives, à tous les niveaux, permettant de concilier les aspirations et les comportements des populations urbaines avec les contraintes économiques de la mondialisation, tout en prenant les précautions environnementales qu'impose la poursuite de la croissance de la population mondiale, jusqu'à un effectif dépassant vraisemblablement 9 milliards d'habitants d'ici une cinquantaine d'années.